

QUADRATURE DU NET

BB contre WWW

Rédaction : woxx

L'UE est sur le point d'adopter des lois restreignant le libre accès à internet. La Quadrature du Net et d'autres ONG ont adressé une lettre ouverte au Parlement européen pour protéger la neutralité du Web.

La neutralité du Net a été un indispensable catalyseur de la concurrence, de l'innovation et des libertés fondamentales dans l'espace numérique. Un Internet neutre garantit que les utilisateurs ne rencontrent pas de limitations dans l'accès aux applications et aux services. De même, il exclut toute discrimination à l'égard de la source, de la destination ou du contenu de l'information transmise via le réseau.

Grâce à ce principe, notre société a construit collectivement l'Internet tel que nous le connaissons aujourd'hui. Hormis dans quelques régimes autoritaires, tout le monde sur la planète a accès au même Internet, et même les plus petits entrepreneurs sont sur un pied d'égalité avec les grandes multinationales. En outre, la neutralité du Net stimule le cercle vertueux d'un modèle de croissance fondé sur le développement d'un

réseau de communication commun qui permet de nouveaux usages et de nouveaux outils, par opposition à un système reposant sur les investissements dans le filtrage et le contrôle. C'est seulement dans ces conditions que l'Internet améliore continuellement nos sociétés, renforçant la liberté - y compris la liberté d'expression et de communication - et permettant d'avoir des marchés plus efficaces et plus créatifs.

Cependant, la neutralité du Net est aujourd'hui menacée par des opérateurs de télécommunications et les industries du contenu qui voient une opportunité de créer de nouveaux modèles économiques basés sur la discrimination, le filtrage et la priorisation des informations circulant sur le réseau. Dans toute l'Europe, de telles pratiques discriminatoires, préjudiciables tant pour les consommateurs et que pour l'innovation, voient le jour. Aucun tribunal ni aucun régulateur ne semble avoir les outils adéquats pour lutter contre ces comportements et préserver l'intérêt général. Certaines dispositions introduites dans le paquet télécom pourraient même encourager de telles pratiques.

Nous, signataires de la présente lettre ouverte, exhortons le Parlement européen à protéger la liberté de recevoir et de distribuer du contenu, ainsi que d'utiliser les services et applications sans ingérence d'acteurs privés. Nous appelons les membres du Parlement à prendre des mesures fermes dans le cadre des négociations en cours sur le

paquet télécoms afin de garantir un Internet libre, ouvert et innovant, et à ainsi sauvegarder les libertés fondamentales des citoyens européens.

Lettre du 16 septembre signée par plus de
80 organisations
www.laquadrature.net

Le Parlement européen saisira-t-il la dernière chance ?

(woxx / Quadrature du Net) - La première réunion des parlementaires européens participant au comité de conciliation sur le paquet télécom a eu lieu le lundi 28 septembre. Les rapporteurs Malcom Harbour et Catherine Trautmann ont décidé de ne pas rouvrir le débat sur certaines dispositions extrêmement dangereuses, qui laissent aux opérateurs télécom la possibilité de bloquer ou de restreindre l'accès Internet de leurs abonnés, mettant ainsi gravement en danger la neutralité du Net en Europe. (...) La décision a été prise par le Parlement de ne renégocier que l'amendement 138. Cet amendement, ultime rempart des libertés des citoyens, précise qu'« aucune restriction ne peut être imposée aux droits et libertés fondamentaux des utilisateurs finaux sans décision préalable des autorités judiciaires ». Il est désormais l'unique point de désaccord entre le Parlement et le Conseil de l'UE, malgré son adoption à deux reprises par 88% des députés européens. Or, cet amendement protège également les citoyens contre des restrictions de leur accès au Net et serait ainsi un contrepoids efficace des dispositions anti-neutralité du Net du rapport Harbour.

Toutefois, le Conseil de l'UE a déjà totalement effacé l'amendement 138 en première lecture, et a tenté de le neutraliser en seconde lecture en enlevant la notion centrale de « jugement préalable ». Durant les négociations finales, seule la rapporteure Catherine Trautmann sera en capacité de maintenir la position du Parlement européen face au Conseil.

**Ministère du Développement
durable et des Infrastructures
Administration des bâtiments
publics
Division de la gestion du
patrimoine**

Avis d'adjudication

Ouverture de la soumission : **jeudi
22 octobre 2009 à 10:00 heures**,
Administration des bâtiments publics,
10, rue du St-Esprit à L-1475 Luxembourg
Immeuble administratif Vivium -
7-9, av. Victor Hugo à Luxembourg

Objet: **Fourniture et pose de mobilier de bureau**

Envergure :

- +/- 25 tables de bureau
- +/- 34 armoires basses
- +/- 80 armoires hautes
- +/- 25 tables de types différents
- +/- 155 chaises de types différents
- +/- 50 porte-manteaux avec porte parapluie
- +/- 25 poubelles de bureau

Début/Durée prévisible : Les travaux sont adjugés en bloc à prix unitaires. La durée prévisible des travaux sur place est de 10 jours ouvrables à compter de janvier 2010.

Les intéressés sont tenus d'introduire leur candidature écrite au minimum 24 heures avant de retirer le dossier de soumission à

L'Administration des Bâtiments
publics
« Soumissions »
Boîte Postale 112
L-2011 Luxembourg
Télécopieur : 46 19 19-555

Les plans, cahiers de charges et bordereaux de soumission sont à la disposition des candidats à l'adresse de l'administration du jeudi 1 octobre 2009 au jeudi 15 octobre 2009.

Les offres portant l'inscription
'Soumission pour la fourniture de
mobiliier dans l'intérêt du BA Vivium'
sont à remettre à l'adresse prévue
pour l'ouverture de la soumission

conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

Il ne sera procédé à aucun envoi de bordereau.

Luxembourg, le 25 septembre 2009
Le ministre du Développement durable
et des Infrastructures
Claude Wiseler

Ecole Supérieure du Travail

reprise des

COURS DU SOIR

> LUXEMBOURG : Législation sociale
(assurance pension, - accident, - dépendance, - maladie)

les **jeudis à 19.15 h à l'Athénée de Luxembourg**
24, bd Pierre Dupong
début : le 22 octobre 2009

> **DUDELANGE** : Droit du travail et droit constitutionnel

les **jeudis** à **19.15 h** à
l'Administration Communale
place de l'Hôtel de Ville.
début : le 29 octobre 2009

> ESCH/ALZETTE : Economie
(introduction, économie d'entreprise et économie nationale)

Les **jeudis à 19.15 h** à
l'Administration Communale
place de l'Hôtel de Ville
début : le 15 octobre 2009

Cours gratuits (21 soirées à raison de 2 heures par soirée) en langue luxembourgeoise et accessibles à tous.

Renseignements et inscriptions
Ecole Supérieure du Travail
3, rue des Primeurs - Strassen
B.P. 376 - L-2013 Luxembourg
Tél.: 247-86132 ou 247-86133 ou
247-86200
Fax : 247-86131
E-mail : estinfo@est.etat.lu